

**L'AFFRONTMENT IDÉOLOGIQUE DU 1<sup>ER</sup> MAI**

- ▶ Pour le Premier Mai, Paul Magnette, ministre-président wallon PS, et Louis Michel, eurodéputé MR, s'affrontent.
- ▶ Magnette enfle son costume de militant rouge pour juger que le gouvernement fédéral fait exactement l'inverse de ce dont la société a besoin. Louis Michel revendique le caractère libéral de la fête du travail.
- ▶ Entre socialistes et libéraux, ce sont deux conceptions de la société qui s'opposent.
- ▶ Sur les pensions, la sécurité sociale, la flexibilité du travail, la lutte contre la fraude, l'austérité, le commerce avec l'Amérique du Nord... L'un veut être l'alternative de l'autre. Magnette refuse les politiques de droite. Dit non. Entre en résistance.
- ▶ A l'opposé, Michel défend bec et ongles les recettes suédoises. Irréconciliables ? Pas sûr : Louis Michel appelle à des convergences MR-PS en Wallonie pour la prochaine législature. Et tous deux veulent répondre à la crise que traverse la politique.

**Paul Magnette****« La Wallonie, nouvelle Madame Non »****ENTRETIEN**

Le ministre-président wallon le formule ainsi : « *Le Premier Mai, c'est le Noël de la gauche.* » Pour autant, son parti, la gauche ne sont pas vraiment à la fête. « *Il y a chez nous une vraie gravité,* dit Paul Magnette. *Car un peu partout, la crise de la politique est terrifiante. En Autriche, un candidat d'extrême droite est donné favori pour la présidentielle ; l'extrême droite de pays nordiques, en Hongrie, en France, en Flandre, est forte ; l'Europe donne un sentiment d'impuissance face au terrorisme, au flux de réfugiés, à la crise de la dette...* » Voici donc les réponses que le socialiste veut apporter. Le contraire de ce que propose le gouvernement fédéral...

**Cette crise de la politique est due aussi au comportement des politiques ? La N-VA répète qu'elle ose dire ce que les gens pensent...**

*Je ne pense pas que la mission d'un politique soit de dire ce que les gens pensent. Il n'y a rien de plus facile. Et c'est vrai qu'il y a une évolution en ce sens : on attend des politiques qu'ils ne soient plus que l'expression du sentiment populaire. Je l'ai vécu avec l'histoire d'un négrier à Charleroi : j'ai refusé de m'exprimer car je n'avais pas de solution puisque c'est un chantier privé et ni la ville ni la Région n'ont de responsabilité. Pourtant, on attend que nous nous exprimions, même sans avoir de solution. C'est ce qu'on appelle l'émotion : l'émotion qui remplace le raisonnement. Mais la politique doit aussi résister à l'air du temps, ne pas se couler trop dans cette expression de ce que les gens ressentent. Le politique*

*doit remettre des repères.*

**Mais le politique ne manque-t-il pas aussi de solutions, voyez tous les secteurs mal en point... Ce n'est pas un manque de solution ; c'est d'une part un manque d'anticipation de certains problèmes - les tunnels, le piétonnier... Et d'autre part un manque de pédagogie sur ce que le politique peut et ne peut pas : on doit pouvoir dire « ceci n'est pas de ma compétence ». Etre en phase avec la société, c'est analyser les problèmes et apporter des solutions. Et pas juste dire,**

*comme Bart De Wever, les Berbers, les ceci, les cela, sans apporter de solutions.*

*Et il y a là un pouvoir de résistance. Mercredi, on a eu un débat passionnant au parlement wallon sur le Ceta (traité commercial avec le Canada) et le TTIP (partenariat commercial avec les Etats-Unis). Le parlement wallon, au nom d'une vaste société civile, rejette le Ceta, dans un geste fort qui réaffirme aussi ce qu'est la politique. Pourquoi ? Car cet accord de libre-échange va encore dissoudre le politique ; il menace les services publics, les normes sociales, environnementales, les labels protégeant les produits du terroir, il remplace les règles d'arbitrage publiques par une forme de privatisation de la justice internationale...*

**Mais la Wallonie n'est pas suivie dans ce rejet du Ceta...**  
*J'ai la conviction que c'est le début d'un mouvement. Ce n'est pas la Wallonie toute seule, isolée diplomatiquement comme le ministre-président flamand le dit ; non, c'est la Wallonie lanceur d'alerte. Si on ne rétablit pas le rapport de forces en fa-*

*veur de l'autorité publique, qui représente les citoyens, c'est une forme de capitulation. Il y a une culture de la vigilance démocratique en Belgique, et en Wallonie, terre de résistance de tout temps, en particulier.*

**Plus qu'en Flandre ?**

*Il y a une société civile flamande très vigoureuse, mais elle a sans doute moins d'impact sur le politique. Il y a une très belle phrase de Camus : « Chaque génération sans doute se croit vouée à refaire le monde ; la mienne sait pourtant qu'elle ne le fera pas, mais sa tâche est peut-être plus grande : elle consiste à empêcher que le monde se défasse ».*

**Vous êtes en résistance ?**

*La génération de mes parents a fait des avancées formidables en matière de libertés et de droits. Ma génération va surtout devoir protéger tout ça, faire en sorte qu'on ne recule pas.*

**La Wallonie, c'est la nouvelle Madame Non ?**

*Si vous voulez, la Wallonie, Madame Non, c'est pas mal : non à l'austérité, non au Ceta, non aux OGM, non au glyphosate...*

**Vous en faites une fierté alors qu'en face, on vous reproche d'empêcher des réformes ?**

*Ce n'est pas une fierté, le non de l'enfant borné qui ne veut pas entendre. La politique, de temps en temps, c'est dire non, résister. A force de ne pas dire non, d'aller dans le sens du courant, on se laisse emporter par une société qui devient très rétrograde. Dans les genes du socialisme, il y a toujours eu une forme de résistance.*

**Vous dites : ma génération doit défendre les acquis ; Charles Michel dit : ma génération doit faire des réformes...**

*Je n'ai pas de problème avec les réformes, mais aucune des formes de gouvernement fédéral ne va dans le sens de l'histoire. La pension à 67 ans, la semaine des 45 h, c'est complètement absurde, et l'inverse de ce qu'il faut faire ! On sait que le volume de travail va se réduire, il faut anticiper et préparer la redistribution du temps de travail. Si tout le monde doit travailler jusqu'à 67 ans et jusqu'à 45 h/semaine, il y aura des gens exténués par le travail et des gens désespérés d'en trouver.*

**Vos opposants se disent modernistes eux aussi : ils accusent les socialistes de manquer de souplesse.**

*Il faut des réformes et de la souplesse, évidemment. Je ne suis pas pour les 30 heures imposées à tout le monde. Mais il faut un grand électrochoc. La hausse de la productivité va être tellement colossale que si on ne répartit pas ce travail disponible, on va être à 25, 30 % de chômage. Les 45 heures, j'espère que ça ne passera pas. Parce que c'est la régression ultime. On est en train de détricoter le fondement même de notre système social.*

**Si ça passe et que vous revenez au pouvoir, vous abrogez ?**

*La politique, ce n'est pas dire quand je suis là, c'est comme ça et quand je reviens, c'est retour à la case départ. Non. Si on revient, on remet tout le dossier à plat. La gauche réactionnaire, c'est une caricature. ■*

Propos recueillis par  
**BERNARD DEMONTY**  
et **MARTINE DUBUISSON**

## « Syndicats et gauche, nous perdons la bataille de la communication »

**Vous critiquez les réformes du fédéral mais, pourtant, on a l'impression que ces réformes passent assez facilement, non ? L'opposition sociale n'est pas majeure.**

*On vit un temps très difficile parce que les JT et les conversations dans les familles, et c'est normal, tournent autour de la sécurité. Et cela met au second plan tous les autres sujets. S'il n'y avait pas ce contexte particulier, je crois que la loi des 45 heures ferait craquer toute la société.*

**Les réformes que vous critiquez ont commencé avant les attentats...**

*Je crois qu'à un moment donné, il y aura une forme de mobilisation. Je constate pour le moment de nombreux mouvements, des mécontentements qui s'accumulent les uns à côté des autres et les petits ruisseaux font les grandes rivières. C'est de la tactique : le gouvernement s'attaque aux publics les uns après les autres : les fonctionnaires, les jeunes, les enseignants, etc. Mais l'effet des réformes ne se fait pas encore sentir partout.*

**J'ajoute une difficulté : les modes d'action collective doivent évoluer.**

**C'est-à-dire ?**

*La grève à l'ancienne, la manifestation de masse à l'ancienne, une certaine rhétorique ne passe plus. Les syndicats et la gauche, nous perdons la bataille de la communication, dans une société de l'hyper-communication. L'hégémonie culturelle est à droite.*

**Il ne faut plus faire grève ?**

*Si. La grève est un droit. C'est le recours ultime. Mais quand les gendarmes bloquaient les routes il y a 15 ans, cela ne choquait personne. Aujourd'hui on brûle deux palettes et ça fait hurler. Il y a quelque chose qui a changé dans la perception. J'ai été étudiant, j'ai bloqué des autoroutes. Les infirmières, les agriculteurs, les camionneurs, les policiers ont bloqué des autoroutes. Mais aujourd'hui, ce n'est plus du tout accepté.*

**Que proposez-vous ?**

*Je pense que la gauche doit trouver son mode de communication et nous y travaillons en interne. La communication, c'est résister et prouver qu'on anticipe. La droite, c'est « on n'a pas le choix », c'est une forme de fatalisme. Sur le fond, je suis convaincu qu'une très large partie de la population n'accepte pas ces réformes, ne les comprend pas et les trouve injustes. Ils*

*pourraient encore comprendre les réformes, mais il faudrait qu'elles soient équitables. Quand on fait des cadeaux aux diamantaires, qu'on n'attaque pas la fraude fiscale, qu'on ne fait pas payer le capital et que, dans le même temps, on fait le saut d'index et la pension prolongée, l'immense majorité de la population n'adhère pas. Aujourd'hui, cela ne se cristallise pas dans une mobilisation sociale. Mais elle va arriver. ■*

Propos recueillis par  
B.Dy et Ma.D.

## Louis Michel

# « Oui, le Premier Mai est aussi libéral »

ENTRETIEN

Parlementaire européen, ex-président du MR, Louis Michel livre un entretien « engagé » pour le Premier Mai 2016, où il défend son « libéralisme social », qui reste parfaitement d'actualité, dit-il. Au passage, il redoute l'effacement du politique, et plaide en faveur d'un « dialogue » MR-PS en Wallonie...

**Louis Michel, un Premier Mai « libéral », est-ce bien cohérent ? Les gens ne s'y retrouvent plus en politique. Où sont les repères ?**

*Ah ! ça, on avait créé la surprise la première fois que nous avons fait ça. C'était à Mont-de-l'Enclus, un bourgmestre Callebaert avait été irrité parce que la CGSP organisait le Premier Mai dans sa commune, où il dominait depuis longtemps avec une majorité absolue... Il m'avait dit : « Louis, il faut que tu viennes ! » Effectivement, on a attiré du monde, un monde fou, les gens de la FGIB étaient là aussi. Je suis rentré de là avec mon costume plein de jus d'orange... C'était en 1982, je crois. Je n'étais pas allé là avec l'intention d'organiser une fête du Premier Mai chaque année. Mais comme il y avait eu de l'ambiance, en rentrant avec Richard Miller, qui était mon attaché de presse à l'époque, j'ai dit : « Mais Richard, il n'y a pas de raison que le PS garde comme ça le monopole des travailleurs ! » On a rédigé un communiqué de presse. C'était*

*parti, on allait faire le Premier Mai tous les ans...*

**Un peu une provocation...**

*Non ! La fête du travail n'appartient à aucun parti. La valeur travail est portée aussi par des gens qui ne sentent pas du tout représentés par le PS. Beaucoup d'indépendants, des enseignants, des agriculteurs, des professions libérales, entre autres...*

**Les « luttes », historiquement, ne furent-elles pas celles du mouvement socialiste ?**

*Ah oui ? Et moi, par exemple, je ne dis jamais que celui qui a inventé la sécurité sociale, c'est Beveridge, un libéral. Je ne dis jamais que tous les débats sur le suffrage universel ont été portés d'abord par de grands libéraux. Je ne dis pas que le POB, l'ancêtre du PS, a été créé par des dissidences libérales. Je ne dis pas tout ça... Bon, moi, je n'ai jamais contesté l'apport du socialisme historiquement dans*

*l'émancipation et la reconnaissance des droits des travailleurs.*

**C'est vrai encore aujourd'hui ?**

*Non. Mais je n'ai pas l'intention d'être caricatural. Tous les partis à un moment donné doivent se refonder. Le monde est évolution, la société évolue. Il y a de nouveaux besoins, de nouvelles incertitudes, de nouveaux fléaux, de nouveaux défis, et tous les partis démocratiques doivent réfléchir.*

**Retour en Belgique : les syndicats jugent que le gouvernement met à mal la sécurité sociale...**

*Jusqu'ici, je n'ai pas vu la « mise à mal », mais des réformes qui visent à sauver la pérennité de la sécurité sociale.*

**Vous étiez le chantre du « libéralisme social ». La séquence est passée ?**

*Non. Rien n'a changé. J'observe que ceux qui m'ont succédé ont continué à défendre un principe fondamental : les épaules les plus larges doivent prendre le plus le poids, ce qui n'exclut pas que tout le monde doit être responsable. Au sein de la coalition gouvernementale, sur le plan social, mon parti est souvent plus proche des thèses du CDEP.*

**« Les épaules les plus larges », dites-vous... On a plutôt le sentiment que les nantis ne sont pas inquiétés. Faux ?**

*Le fait est que l'on observe depuis pas mal de temps des dérives insupportables, non éthiques, vulgaires, injustes, avec une puissance logistique, voire parfois culturelle, que j'appelle le financiarisme. Là, on joue artificiellement avec des mécanismes pour dégager des profits (je ne parle même pas de bénéfices). Cela vient flouer la perception des gens. C'est difficile de leur expliquer qu'il faut des réformes structurelles pour permettre la préservation des acquis*

*sociaux au moment où ils sont les témoins de dérives comme celles-là. Des dérives que, du reste, on ne peut corriger que si on se place au minimum au plan européen.*

**Un impôt sur les grosses fortunes ?**

*Si on le fait en Belgique, ça rapportera quoi ? Personnellement, je ne serais pas opposé à un ISF pour financer des politiques européennes. Pour autant que ça rapporte. Si c'est pour faire fuir ceux qui investissent...*

**En fait d'Europe, le populisme monte. Peut-il tout emporter ?**

*Le retour en arrière n'a pas de « valeur ajoutée », c'est une valeur négative, et je continue donc à penser que, même en difficulté, l'Europe continuera à avancer et à tirer tout le monde vers le haut.*

**A propos de « populisme », quid de Jan Jambon ?**

*Quand Jambon dit ce qu'il a dit sur les musulmans, avec le mot significatif, ça fait les gros titres. Mais quand, une semaine plus tard, au parlement européen, il dit qu'une immense majorité de musulmans partagent nos valeurs et qu'il se fait applaudir... Je ne défends pas Jambon mais là, vous voyez le problème quand même. Peut-on enfin accepter l'idée qu'un homme politique, comme un journaliste ou un citoyen, peut évoluer, intégrer un certain nombre de choses ? Moi, si je suis devenu libéral social, c'est aussi une matura-*

tion. Et puis, il y a cette question : est-ce bon de fermer comme ça tout débat ? Bien sûr, il faut condamner des discours qui attisent la haine mais, au-delà, on doit quand même encore permettre de prendre des raccourcis pour se faire comprendre. Ce qui m'inquiète, c'est que quand vous condamnez si vite des propos un peu vigoureux ou simplifiés, vous

ne faites qu'une chose : indiquer aux gens que vous confisquez le débat. Souvent, celui qui emploie des mots énergiques ou excessifs exprime ce que beaucoup de gens pensent tout bas.

**Cela n'exonère pas de tenir des propos corrects...**

Mais peut-on encore parler ? A force de condamner le moindre

propos un peu fort, vous poussez les politiques à devenir des aseptisés, à dire tout et n'importe quoi mais de façon politiquement correcte. Là, la politique perd son autorité morale.

Moi, j'adorais quelqu'un comme André Cools, reprenez un peu tout ce qu'il a balancé ! C'est salutaire à un moment donné. Si on reste

dans le politiquement correct, on ouvre un boulevard aux extrêmes. En Europe, l'extrémisme de droite est en train de proliférer. Si les gens de temps en temps pouvaient s'identifier à des discours qui correspondent à leur ressenti, ça leur ferait du bien. ■

Propos recueillis par  
DAVID COPPI  
et DIRK VANOVERBEKE

## « En Wallonie, MR et PS doivent se reparler »

**Les majorités asymétriques actuelles génèrent de fameux blocages pour l'Etat fédéral, non ?**

Ecoutez, moi, je constate que l'on avance, que ce gouvernement réalise des réformes importantes et que les compromis se nouent plutôt en faveur des propositions MR.

**Pour l'avenir, souhaiteriez-vous voir advenir des convergences libérales-socialistes ?**

Je pense profondément que si certaines personnalités du PS évoluaient, donnaient au parti une inclinaison un peu plus réaliste, en as-

sumant une fois pour toutes qu'il n'y a pas d'alternative à l'économie de marché, mais que celle-ci doit être encadrée, alors des convergences seraient assez naturelles. Je pense qu'il est inscrit dans les astres que si on veut sortir la Wallonie de ses difficultés et lui impulser l'élan décisif,

nous devons nécessairement nous reparler. La Wallonie ne se redressera pas sans une vraie politique en faveur des indépendants, des classes moyennes, des petites entreprises, des travailleurs qui prennent le risque de créer leur entreprise. Que l'on cesse au PS d'avoir cette attitude

de retenue suspicieuse à l'égard de ceux qui entreprennent !

En rejetant le MR après sa victoire électorale, le PS a commis une erreur qui préjudicie la Wallonie. Nos deux courants politiques, lorsqu'ils s'associent, couvrent tout le champ de la population. Il est plus facile alors pour les citoyens de s'approprier la politique.

Oui, la Wallonie a besoin d'une majorité qui réhabilite la politique aux yeux des gens. Et pour cela, il faut être représentatifs. ■

Propos recueillis par  
D.CI et D.V.